

Finalement ce document attendu – et on peut remercier la commission Danjean pour ce travail efficace – a suscité peu de commentaires sinon peu de débats. Nous sommes déjà dans la loi de programmation militaire qui organisera les dépenses des armées sur plusieurs années.

Pourtant, ce document aurait mérité une lecture attentive car il est loin d'être anodin mais il fallait peut-être être un expert ou simplement avoir lu les précédents « Livre blanc » de 2008 et de 2013. Cette revue stratégique est bien éloignée des presque centaines de pages lénifiantes, lissant les aspérités, évitant de choquer, noyant la réflexion et confondant sécurité et défense sans doute dans un but inavoué de faire disparaître la composante militaire du paysage régalien. Suis-je trop sévère ? je ne le pense pas mais je vous invite à relire au moins le Livre blanc de 2013.

Que nous apporte cette revue ? Une grande satisfaction

Il faut effectivement l'écrire. Ce document d'environ 80 pages est clair, pragmatique, lucide. Le monde sera de plus en plus dangereux et les impasses ne sont pas envisageables afin de protéger dans le temps la France et les Français. On ne conçoit pas des capacités militaires sans stratégie, sans respect des orientations dans la durée, sans moyens qui doivent être disponibles le jour où la guerre ou la crise sont là, donc anticipés.

A la différence des précédents « Livre blanc », cette revue stratégique exprime donc une réelle stratégie militaire où les forces armées retrouvent la place qui leur est due en temps d'insécurité, loin de tous les mélanges de genre que nous avons connus avec nos stratèges en chambre ou idéologues passés dans l'utopie de la paix universelle et la seule connaissance des savoir livresques.

La diplomatie retrouve aussi une place normale dans la stratégie de l'Etat (voir P57) et la revue stratégique souligne le besoin de cette approche globale dans la résolution des crises où chaque acteur étatique a un rôle égal. Ceci est aussi un grand changement dans la vision française. Retenu par les médias, le concept d'approche globale est mis en avant notamment au titre de la prévention. Il existe cependant depuis le sommet de l'OTAN à Bucarest d'avril 2008 et a été largement développé dans le Livre blanc de 2013. Les militaires pratiquent ce concept dans l'OTAN.

Autre point positif, toutes les menaces sont abordées

Cette revue stratégique désigne clairement les menaces en cours ou à venir. Du point de vue géopolitique, un retour des stratégies de puissance est constaté dans la zone méditerranéenne, avec la présence permanente de moyens aériens et navals russes, l'arrivée de la Chine et l'acquisition par plusieurs Etats riverains de moyens militaires avancés, qui placent le sol européen à portée de capacités conventionnelles modernes.

Eu Europe, la menace à l'Est existe avec la Russie. En Afrique, la France a un intérêt sécuritaire et économique à la stabilité du continent africain et des espaces adjacents avec le constat d'une radicalisation islamiste visible. Premier partenaire économique du continent, les appétits chinois sont mis en évidence. L'Asie est aussi une source de préoccupation et les prétentions chinoises en mer de Chine méridionales dénoncées.

Dans le domaine sociétal, la revue rappelle la menace démographique avec 8,6 milliards d'habitants en 2030, 9,8 milliards en 2050, les crises migratoires et les réfugiés, le dérèglement climatique, la criminalité organisée pour laquelle l'ONU estime « *les ressources pour le seul blanchiment d'argent, entre 2 et 5 % du PIB mondial (soit entre 715 milliards et 1870 milliards d'euros)* » sans oublier les menaces cybernétiques.

Le risque de la diffusion de certaines maladies conduit à rappeler le rôle du service de santé des armées. Cela me permet d'attirer l'attention, sinon de mettre en garde sur les réformes en cours et les arrière-pensées qui pourraient conduire à l'affaiblissement de ce service pour des raisons économiques. Or, son savoir-faire s'est révélé incontournable depuis les attentats du bataclan. Les actions terroristes impliquent aujourd'hui une chirurgie de guerre notamment dans la gestion des blessés de masse, ce que le civil ne sait plus faire.

Bien que la priorité soit accordée à la lutte contre le terrorisme, elle ne doit pas pour autant obérer le développement des autres menaces plus traditionnelles mais aussi réelles (suivi des capacités militaires des grandes puissances, contre-prolifération, contre-ingérence, contre-espionnage...). Cependant, la menace djihadiste qu'elle soit de courant wahhabite ou salafiste est dénoncée sans ambiguïté. Cela nous change. Je répéterai à nouveau que, notamment, la gouvernance Hollande avait ignoré l'ennemi islamiste dans le Livre blanc de 2013 (Cf. [Mon billet du 08 octobre 2017](#)) ... comme d'ailleurs le gouvernement Maurois en 1981 qui, cette fois avait ignoré un autre ennemi terroriste en libérant les terroristes du groupe d'extrême-gauche « action directe » ... pour qu'une partie d'entre eux puisse renouveler de fait leurs attentats.

Enfin, la découverte française de ces dernières années est la prise en compte des menaces informationnelles (Internet, réseaux sociaux, propagande numérique) qui permettent « *d'agir à distance en s'affranchissant des frontières entre « l'intérieur » et « l'extérieur » des Etats, ainsi que des séparations traditionnelles entre temps de paix, de crise et de guerre* ». Où en sont les moyens pour le champ des perceptions qui ne limite pas à donner des capacités « cyber » ?

Quelle est la réponse finale ?

Elle est exprimée par le président de la République qui déclare en avant-propos de ce document : « *Cette ambition ne peut se passer d'une diplomatie et d'une défense de premier plan, soutenues par une grande armée, forte et crédible, capable d'agir face à toutes les menaces et dans tous les espaces* ».

L'évocation d'une « grande armée » pourrait bien faire rêver comme en 1805 qui a vu le génie militaire de l'empereur avec cette victoire à Austerlitz le 2 décembre. Il sera sans doute difficile d'atteindre la masse de la Grande Armée mais le président veut que l'armée française soit la première armée d'Europe ... après le Brexit. Bel objectif auquel je peux adhérer comme beaucoup de militaires. L'armée française sera alors un moteur pour l'Europe dans le domaine de la défense et la sécurité avec le risque cependant que cette volonté française, comme la Grande Armée à son époque, soit mal comprise. Tout sera dans l'art du politique de rassurer nos alliés.

Je note aussi au niveau stratégique que la France préserverait ses forces prépositionnées et ses trois bases opérationnelles (Abu Dhabi, Abidjan, Djibouti) et ses deux pôles de coopération

(Dakar, Libreville), pourtant situation partiellement remise en cause dans le Livre blanc de 2008.

Les grandes lignes cependant des différents « Livre blanc » restent maintenues : les armées françaises doivent être en mesure d'agir de façon autonome, ce qui ne veut pas dire de façon indépendante. Elles doivent représenter un modèle complet pour agir sur tout le spectre des opérations. Enfin, pour assurer la défense de l'Europe, les coopérations opérationnelles notamment avec l'Allemagne et le Royaume-Uni doivent être maîtrisées.

Pour conclure

L'engagement des militaires est mis à l'honneur par Emmanuel Macron : « *Cet effort collectif (dans la sécurité et la défense de la Nation), nous le devons également à nos militaires, aux femmes et aux hommes du ministère des Armées. Cette Revue stratégique est la reconnaissance de leur rôle central dans la vie de la Nation aujourd'hui et demain* ». La « condition » des militaires et de leurs familles doit être garantie aussi bien par une juste reconnaissance par la Nation (Cf. [Le 11e rapport du haut comité de l'évaluation de la condition militaire](#)) que par des conditions de vie adaptées.

La capacité à durer pour un conflit dépend en grande partie de la résilience de la communauté militaire. La revue stratégique ose rappeler qu'un conflit aujourd'hui dure de dix à quinze ans, donc deux à trois mandats présidentiels aux orientations politiques parfois divergentes, y compris dans la stratégie militaire. La classe politique comme au moins les futures élites du pays devront être informées sinon formées aux questions de défense.